

En exécution de l'article 5, § 1^{er}/1, alinéa 2, du décret du 7 mai 2004, les NEET sont désignés comme catégorie appartenant au groupe-cible du régisseur d'activation. ».

Art. 2. L'article 2, 4^o, du décret du 14 janvier 2022 modifiant le décret du 7 mai 2004 relatif à la création de l'agence autonomisée externe de droit public « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding » entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Art. 4. Le ministre flamand compétent pour l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 septembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Économie,
de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/42402]

13 OCTOBRE 2022. — Décret relatif au parcours d'éducation culturelle et artistique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Intégration du parcours d'éducation culturelle et artistique dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans le 9^o de l'alinéa 2 de l'article 1.4.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées:

1^o les mots « stimule la créativité » sont insérés entre les mots « expressions artistiques, » et les mots « et favorise la participation »;

2^o les mots « et en offrant à tous les élèves un parcours d'éducation culturelle et artistique conformément aux articles 1.4.5-1 et suivants » sont insérés après les mots « les acteurs concernés ».

§ 2. Dans le 10^o de l'alinéa 2 de l'article 1.4.1-2 du même Code, les mots « la créativité, notamment en offrant à tous les élèves un parcours d'éducation culturelle et artistique, ainsi que » sont supprimés.

Art. 2. Dans le titre IV du livre I^{er} du même Code, il est inséré un chapitre V intitulé « Du parcours d'éducation culturelle et artistique ».

Art. 3. Dans le chapitre V inséré par l'article 2, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Dispositions générales ».

Art. 4. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 3, il est inséré un article 1.4.5-1 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-1. Pour l'application du présent chapitre, on entend par:

1^o École supérieure des Arts ou ESA: l'établissement d'enseignement supérieur défini à l'article 1^{er}, 2^o, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts;

2^o Enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou ESAHR: l'enseignement défini à l'article 1^{er}, 2^o, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

3^o Opérateur culturel: toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui bénéficie à ce titre d'une reconnaissance ou d'un soutien de la Communauté française;

4^o Plateforme territoriale PECA: la plateforme visée aux articles 1.4.5-20 et 1.4.5-21;

5^o Politiques culturelles: les politiques menées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1^o, 3^o à 6^o, 8^o, 10^o, 13^o et 14^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

6^o Référents culturels: les référents culturels visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement;

7^o Référent scolaire: opérateur culturel ou un groupement d'opérateurs culturels ayant formalisé par écrit leur collaboration par le biais d'une convention, dont l'un des membres est désigné coordinateur et représente l'ensemble vis-à-vis du Gouvernement et dont les missions sont visées à l'article 1.4.5-17, § 1^{er}. ».

Art. 5. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 3, il est inséré un article 1.4.5-2 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-2. Le parcours d'éducation culturelle et artistique, en abrégé PECA, a pour objectif de permettre à chaque élève, dans une optique de démocratisation culturelle et de développement culturel:

1^o d'accéder à la vie culturelle, de rencontrer des œuvres, des artistes et des pratiques culturelles, et de fréquenter des lieux culturels;

2^o d'acquérir des savoirs, des connaissances et des compétences en matière culturelle et artistique, dans une perspective de développement de l'esprit critique et de l'expression personnelle;

3^o d'expérimenter des pratiques culturelles et artistiques, individuelles et collectives, et de prendre une part active dans la vie culturelle;

4^o d'accéder et de participer à la diversité des vies culturelles et artistiques et de se familiariser avec des expressions culturelles provenant de différents horizons, exprimant différentes représentations du monde.

Le parcours d'éducation culturelle et artistique contribue également:

- 1° à la lutte contre l'échec scolaire par la diversification des pratiques pédagogiques;
- 2° à sensibiliser les acteurs de l'enseignement sur l'intérêt d'une démarche culturelle et artistique, continue et plurielle dans sa diversité d'expression et sa dimension interdisciplinaire;
- 3° à renforcer et à valoriser les collaborations entre les opérateurs culturels et les acteurs de l'enseignement. ».

Art. 6. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 3, il est inséré un article 1.4.5-3 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-3. Le parcours d'éducation culturelle et artistique est mis en œuvre:

- 1° au niveau de la Communauté française, par le Gouvernement et ses services;
- 2° au niveau territorial, par l'intermédiaire d'un référent scolaire et d'une plateforme PECA;
- 3° au niveau de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des fédérations de pouvoirs organisateurs, avec la collaboration de référents culturels;
- 4° par les écoles, notamment via les délégués-PECA visés à l'article 1.4.5-15;
- 5° par l'ESADR. ».

Art. 7. Dans le chapitre V, inséré par l'article 2, il est inséré une section 2 intitulée « Du Conseil de l'éducation culturelle et artistique ».

Art. 8. Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 1.4.5-5 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-5. § 1^{er}. Il est créé un Conseil de l'éducation culturelle et artistique, en abrégé CECA, chargé de formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement, des avis, propositions et recommandations:

- 1° sur toute question concernant les orientations, les objectifs et la mise en œuvre du parcours d'éducation culturelle et artistique et des collaborations entre la culture et l'enseignement, ce comprenant l'affectation des budgets dont il est question à l'article 1.4.5-22, § 4;
 - 2° sur tout avant-projet de décret ou tout projet d'arrêté réglementaire adopté dans le cadre de la mise en œuvre du parcours d'éducation culturelle et artistique et des collaborations entre la culture et l'enseignement;
 - 3° dans le cadre de l'évaluation par les services du Gouvernement des législations et réglementations relatifs au parcours d'éducation culturelle et artistique et aux collaborations entre la Culture et l'Enseignement;
 - 4° dans le cadre de la conception par les services du Gouvernement du plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13.
- La consultation préalable du Conseil est obligatoire dans les cas mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4°.

§ 2. Dans le cadre de ses missions, le Conseil contribue:

- 1° à définir les priorités et les actions susceptibles de faire l'objet de campagnes thématiques;
- 2° à faciliter la bonne adéquation entre l'offre culturelle et artistique d'une part, et les besoins du public scolaire d'autre part;
- 3° à identifier les inégalités en termes d'accès du public scolaire à la culture et à déterminer les solutions pour y remédier.

Pour ce faire, il s'appuie notamment sur les travaux des différentes plateformes PECA. ».

Art. 9. Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 1.4.5-6 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-6. Le Conseil de l'éducation culturelle et artistique est composé des membres effectifs suivants, disposant d'une voix délibérative:

- 1° le Secrétaire général du Ministère, ou son délégué;
- 2° un représentant par référent scolaire;
- 3° deux représentants du Conseil supérieur de la Culture, institué par le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle;
- 4° dix référents culturels;
- 5° un représentant du Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
- 6° un représentant de chacune des organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves visées à l'article 1.6.6-1;
- 7° le Directeur général de la Direction générale du pilotage du système éducatif, ou son délégué;
- 8° le Directeur général adjoint expert en transversalité culturelle, ou son délégué:

Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

En ce qui concerne les référents culturels visés à l'alinéa 1^{er}, 4°, ils sont répartis comme suit:

- 1° quatre référents culturels de l'enseignement libre subventionné confessionnels;
- 2° deux référents culturels pour l'enseignement fondamental officiel subventionné;
- 3° un référent culturel pour l'enseignement secondaire officiel subventionné;
- 4° deux référents culturels pour Wallonie-Bruxelles Enseignement;
- 5° un référent culturel pour l'enseignement libre subventionné non confessionnel. ».

Art. 10. Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 1.4.5-7 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-7. Les membres effectifs et suppléants sont désignés par le Gouvernement pour un mandat de cinq ans, renouvelable.

Le Gouvernement met fin au mandat d'un membre:

- 1° à la demande de ce membre;
- 2° suite à la perte par le membre de la qualité pour laquelle il avait été désigné. ».

Art. 11. Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 1.4.5-8 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-8. Sont invités et peuvent participer, avec voix consultative, aux travaux du Conseil de l'éducation culturelle et artistique:

- 1° l'Administrateur général de la Culture, ou son délégué;
- 2° l'Administrateur général de l'Enseignement, ou son délégué;
- 3° le Coordinateur de l'Observatoire des politiques culturelles, ou son délégué;
- 4° un représentant du Service général de l'Inspection de la Culture;
- 5° un représentant du Service général de l'Inspection;
- 6° un représentant du service en charge du pilotage du PECA;
- 7° un représentant des ESA, désigné sur proposition de la Chambre des Écoles supérieures des arts de l'ARES.

Le Conseil de l'éducation culturelle et artistique peut également inviter, en fonction de l'ordre du jour, toute personne qu'il juge utile d'entendre pour éclairer ses travaux. Les personnes invitées ont voix consultative. ».

Art. 12. Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 1.4.5-9 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-9. § 1^{er}. La présidence est exercée par le Secrétaire général du Ministère, ou son délégué.

§ 2. La présidence assure les tâches qui lui sont conférées par le règlement d'ordre intérieur.

Elle participe aux débats, les organise et les conclut. ».

Art. 13. Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 1.4.5-10 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-10. Le secrétariat du Conseil de l'éducation culturelle et artistique est assuré par les services du Gouvernement.

En concertation avec le président, le secrétariat est chargé:

- 1° de la fixation et de la tenue de l'ordre du jour des réunions et de la rédaction du procès-verbal;
- 2° de veiller au respect de la législation et du règlement d'ordre intérieur;
- 3° de relayer auprès des membres la position et les propositions des services du Gouvernement quant à la mise en œuvre du PECA. ».

Art. 14. Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 1.4.5-11 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-11. Le Conseil de l'éducation culturelle et artistique établit, sur proposition du secrétariat, son règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil de l'éducation culturelle et artistique se réunit au moins trois fois par année scolaire. ».

Art. 15. Dans le chapitre V, inséré par l'article 2, il est inséré une section 3 intitulée « Du pilotage du PECA ».

Art. 16. Dans la section 3, insérée par l'article 15, il est inséré un article 1.4.5-12 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-12. Le Gouvernement assure, par l'intermédiaire de ses services, le pilotage du parcours d'éducation culturelle et artistique.

À cet effet, il est chargé:

- 1° de veiller à l'intégration structurelle, systématique et généralisée du PECA dans l'ensemble des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- 2° de sensibiliser et de stimuler les différents acteurs;
- 3° de susciter l'innovation et l'expérimentation;
- 4° de stimuler l'offre culturelle et artistique à destination des publics scolaires et d'assurer sa diffusion;
- 5° de communiquer et de diffuser des informations au sujet du PECA;
- 6° de veiller à la bonne articulation des différents acteurs et projets, en assurant un rôle de mise en relation, notamment en participant aux travaux des plateformes territoriales PECA visées à l'article 1.4.5-21;
- 7° d'analyser et d'évaluer la mise en œuvre du PECA, et de procéder si nécessaire à des améliorations;
- 8° d'établir un cadastre des démarches culturelles et artistiques réalisées dans les écoles. ».

Art. 17. Dans la section 3, insérée par l'article 15, il est inséré un article 1.4.5-13 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-13. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte tous les cinq ans, après avis du Conseil de l'éducation culturelle et artistique, un plan d'actions PECA définissant les stratégies, les objectifs chiffrés, le programme d'actions, et le calendrier de mise en œuvre envisagés pour les cinq ans à venir.

Le plan identifie les publics prioritaires et les actions à mettre en œuvre en priorité et comprend la mise en place de campagnes thématiques. À cet égard, une attention particulière est accordée aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et aux élèves scolarisés dans l'enseignement spécialisé.

§ 2. Le plan d'actions PECA peut être adapté en cours de mise en œuvre, après avis du Conseil de l'éducation culturelle et artistique. ».

Art. 18. Dans la section 3, insérée par l'article 15, il est inséré un article 1.4.5-14 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-14. Le Gouvernement met en place, sous la forme d'un outil numérique accessible en ligne, un centre de ressources documentaires concernant le parcours d'éducation culturelle et artistique.

L'outil numérique mentionné à l'alinéa 1^{er}:

- 1° agrège, répertorie et met en réseau les offres culturelles et artistiques existantes à destination des publics scolaires;
- 2° permet de récolter les demandes d'interventions culturelles et artistiques introduites par les écoles;
- 3° agrège, répertorie et met à disposition les outils pédagogiques disponibles en libre accès;

4° agrège, répertorie et diffuse les pratiques inspirantes en termes de médiation culturelle vers les publics scolaires;

5° agrège et répertorie les analyses et études concernant l'accès et la participation des publics scolaires à la vie culturelle, et met à disposition celles qui sont disponibles en libre accès.

L'outil numérique est accessible à l'ensemble des équipes éducatives, des opérateurs culturels, des artistes, des chercheurs, des étudiants et de toute personne intéressée. ».

Art. 19. Dans le chapitre V, inséré par l'article 2, il est inséré une section 4 intitulée « Des délégués-PECA ».

Art. 20. Dans la section 4, insérée par l'article 19, il est inséré un article 1.4.5-15 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-15. Chaque école peut identifier en son sein au moins un délégué-PECA au sein de l'équipe pédagogique, parmi les volontaires.

Le cas échéant, le délégué-PECA exerce, avec l'appui et le soutien des référents culturels de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou de la fédération de pouvoirs organisateurs dont il relève, les missions suivantes:

1° répercuter dans son école les informations reçues au niveau de la plateforme territoriale PECA;

2° être à l'écoute des besoins et des aspirations de son école par rapport au parcours d'éducation culturelle et artistique, et porter sa représentation au niveau de la plateforme territoriale PECA;

3° participer à la mise en place de projets au niveau de la plateforme territoriale PECA;

4° le cas échéant, formuler des propositions au directeur en vue de l'intégration ou du renforcement du parcours d'éducation culturelle et artistique dans le contrat d'objectif de l'école. ».

Art. 21. Dans le chapitre V, inséré par l'article 2, il est inséré une section 5 intitulée « Des référents scolaires ».

Art. 22. Dans la section 5, insérée par l'article 21, il est inséré un article 1.4.5-16 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-16. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne, par zone ou selon un découpage territorial qu'il détermine, un opérateur culturel ou un groupement d'opérateurs culturels pour assurer le rôle de référent scolaire.

Lorsqu'un groupement d'opérateurs assure le rôle de référent scolaire, les prescriptions suivantes sont d'application:

1° les membres du groupement formalisent par écrit leur collaboration par le biais d'une convention;

2° un de ses membres est désigné coordinateur et représente l'ensemble vis-à-vis du Gouvernement.

§ 2. Le référent scolaire ou, en cas de groupement, le coordinateur visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, doivent être constitué sous la forme d'une personne morale.

Les référents scolaires sont désignés pour une période de 5 ans, renouvelable, prenant cours le 30 septembre de l'année de leur désignation. ».

Art. 23. Dans la section 5, insérée par l'article 21, il est inséré un article 1.4.5-17 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-17. § 1^{er}. Le référent scolaire exerce, sur le territoire pour lequel il est désigné, les missions suivantes:

1° initier, agréger, coordonner, développer et compléter, dans une dynamique inter-réseaux, une offre rendant compte de la diversité des disciplines culturelles et artistiques;

2° organiser la mise en relation entre, d'une part, les écoles et, d'autre part, les artistes, les opérateurs culturels et l'ESHR;

3° organiser et animer une plateforme territoriale de concertation PECA;

4° contribuer à alimenter le cadastre mentionné à l'article 1.4.5-12, alinéa 2, 8°, et le centre de ressources documentaires.

§ 2. Le référent scolaire détaille la manière dont il compte exercer ses missions dans un plan d'actions évalué et actualisé annuellement. Ce plan repose sur une analyse collective du territoire, visant à s'assurer:

1° de la participation de l'ensemble des écoles;

2° de la participation de l'ensemble des opérateurs culturels;

3° que les projets concernent tous les domaines culturels et artistiques et que l'offre à destination des écoles soit variée et adaptée à leurs besoins. ».

Art. 24. Dans la section 5, insérée par l'article 21, il est inséré un article 1.4.5-18 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-18. Les référents scolaires sont désignés sur la base d'un appel à candidatures prenant en compte les critères suivants:

1° les spécificités géographiques et sociales du territoire;

2° l'expérience du référent scolaire dans la mise en place, le développement et le suivi de partenariats culture-école;

3° la capacité du référent scolaire à mettre en relation les écoles, d'une part et, d'autre part, les artistes, les opérateurs culturels et l'ESHR;

4° la capacité du référent scolaire à assurer ses missions sur l'ensemble du territoire;

5° la pertinence des pistes envisagées pour améliorer la couverture territoriale et garantir à tous les élèves un accès à la culture;

6° la qualité et la quantité des partenariats envisagés. ».

Art. 25. Dans la section 5, insérée par l'article 21, il est inséré un article 1.4.5-19 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-19. Le Gouvernement accorde à chaque référent scolaire une subvention de 100.000 euros destinée à couvrir les frais de personnel et de fonctionnement liés aux missions visées à l'article 1.4.5-17.

Le montant mentionné à l'alinéa 1^{er} est indexé annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé applicable au 1^{er} janvier de l'exercice concerné avec celui applicable au 1^{er} janvier 2022. »

Art. 26. Dans le chapitre V, inséré par l'article 2, il est inséré une section 6 intitulée « Des plateformes territoriales PECA ».

Art. 27. Dans la section 6, insérée par l'article 26, il est inséré un article 1.4.5-20 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-20. Il est créé, auprès de chaque référent scolaire, une plateforme territoriale.

La plateforme territoriale PECA est composée:

- 1° d'un représentant du service du pilotage PECA;
- 2° du référent scolaire;
- 3° de cinq délégués-PECA, chaque fédération de pouvoirs organisateurs et Wallonie-Bruxelles Enseignement, en désignant un;
- 4° d'un référent culturel de Wallonie-Bruxelles Enseignement et de chaque fédération de pouvoirs organisateurs;
- 5° d'un représentant de l'ESADR, désigné sur proposition du Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

La présidence des réunions, en ce compris la fixation de l'agenda et de l'ordre du jour, est assurée conjointement par le représentant du service du pilotage PECA et le référent scolaire.

Les décisions de la plateforme territoriale PECA sont prises au consensus. ».

Art. 28. Dans la section 6, insérée par l'article 26, il est inséré un article 1.4.5-21 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-21. La plateforme territoriale PECA vise à:

- 1° organiser et formaliser la rencontre, le contact direct et la mise en réseau des acteurs du PECA;
- 2° assurer la concertation entre les acteurs du PECA relativement aux besoins des écoles et aux offres culturelles et artistiques disponibles;
- 3° assurer la diffusion et l'échange d'informations sur les dispositifs de médiation culturelle disponibles;
- 4° affiner et actualiser le cadastre mentionné à l'article 1.4.5-12, alinéa 2, 8°, sur le territoire concerné;
- 5° favoriser le développement, la mise en œuvre et la diffusion de projets inter-écoles, inter-réseaux et inter-opérateurs culturels;
- 6° contribuer à l'élaboration du plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 et à sa mise en œuvre sur le territoire. ».

Art. 29. Dans le chapitre V, inséré par l'article 2, il est inséré une section 7 intitulée « Du financement du PECA ».

Art. 30. Dans la section 7, insérée par l'article 29, il est inséré un article 1.4.5-22 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-22. § 1^{er}. Sans préjudice des subventions pouvant être accordées en vertu d'autres législations, le Gouvernement peut soutenir, selon les modalités qu'il arrête, les projets et activités:

- 1° qui contribuent aux objectifs définis à l'article 1.4.5-2;
- 2° et qui s'inscrivent dans le cadre des stratégies et priorités définies par le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13.

Le soutien visé à l'alinéa 1^{er} peut consister:

- 1° en l'octroi de subventions aux opérateurs culturels qui portent le projet ou développent les activités;
- 2° en une assistance matérielle des services du Gouvernement en vue du développement, de la réalisation ou de la promotion des projets et activités concernés.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier du soutien mentionné au paragraphe 1^{er}, les projets et activités concernés doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes:

- 1° mettre en relation des élèves avec des artistes, des œuvres ou des opérateurs culturels;
- 2° se dérouler dans le cadre scolaire, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'école;
- 3° reposer sur une articulation cohérente entre les éléments suivants:
 - a) les objectifs poursuivis;
 - b) les savoirs et compétences transversales visées;
 - c) le lien avec les référentiels, transmis sous forme d'un document de synthèse, (savoirs, savoir-faire ou compétences,) du niveau d'enseignement concerné;
 - d) les activités prévues et leurs modalités d'organisation;
 - e) le public concerné;
 - f) les partenaires en présence;
 - g) l'implication des différentes parties prenantes;
 - h) les indicateurs d'évaluation;
- 4° être complémentaire par rapport aux projets et activités existants;
- 5° contribuer progressivement à une couverture optimale des différents territoires et de la population scolaire de la Communauté française;
- 6° être organisés dans le respect des dispositions relatives à la gratuité visées aux articles 1.7.2-1 et 1.7.2-2.

Les projets et activités subventionnés en vertu du présent article sont répertoriés dans le cadastre visé à l'article 1.4.5-12, selon les conditions établies par le Gouvernement.

§ 3. Sans préjudice des budgets alloués aux activités culturelles à destination de l'enseignement dans le cadre d'autres dispositifs, les montants suivants sont affectés annuellement à la mise en œuvre du présent chapitre:

- 1° au cours de l'exercice 2022: 3.827.619 €;
- 2° au cours de l'exercice 2023: 4.453.585 €;
- 3° au cours de l'exercice 2024: 4.956.393 €;
- 4° au cours de l'exercice 2025: 5.512.389 €;
- 5° au cours de l'exercice 2026: 6.007.383 €;
- 6° au cours de l'exercice 2027: 6.636.378 €;

7° au cours de l'exercice 2028: 7.268.378 €;

8° au cours de l'exercice 2029: 7.463.378 €;

9° à partir de l'exercice 2030: 7.637.378 €.

Les montants mentionnés à l'alinéa 1^{er} sont indexés annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé applicable au 1^{er} janvier de l'exercice concerné avec celui applicable au 1^{er} janvier 2022.

§ 4. Le Gouvernement répartit les montants annuels mentionnés au paragraphe 3 en trois enveloppes:

1° entre 70 et 80 % sont destinés au renforcement du subventionnement des opérateurs qui bénéficient d'un soutien pluriannuel et dont tout ou partie des activités s'adressent au jeune public, et plus particulièrement au public scolaire; la subvention prévue à l'article 1.4.5-19 est incluse dans cette enveloppe;

2° entre 10 et 20 % sont destinés au renforcement des programmes développés par les services du Gouvernement en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°;

3° entre 10 et 20 % sont destinés à soutenir de nouveaux projets à destination des publics scolaires.

Le Gouvernement précise l'affectation des moyens au sein de chaque enveloppe, en accordant une attention prioritaire:

1° aux écoles à indice socio-économique faible dans la mesure où dans le classement des implantations réalisées en application de l'article 4, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, elles relèvent des classes 1 à 8;

2° aux classes dont le cadastre mentionné à l'article 1.4.5-12, alinéa 2, 8°, révèle qu'elles ne participent pas ou peu à des activités culturelles.;

3° aux écoles situées sur un territoire où les opérateurs culturels sont absents ou peu nombreux. ».

Art. 31. Dans le chapitre V, inséré par l'article 2, il est inséré une section 8 intitulée « De l'évaluation de la mise en œuvre des dispositions relatives au parcours d'éducation culturelle et artistique ».

Art. 32. Dans la section 8, insérée par l'article 31, il est inséré un article 1.4.5-23 rédigé comme suit:

« Art. 1.4.5-23. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions du présent chapitre tous les quatre ans et pour la première fois durant l'année scolaire 2026-2027 et en fait rapport au Parlement. ».

CHAPITRE 2. — *Intégration du parcours d'éducation culturelle et artistique dans les politiques culturelles*

Art. 33. Dans l'article 1^{er} du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, il est inséré un 31° rédigé comme suit:

« 31° Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique: les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code. ».

L'article 45 du même décret est complété par un 4° rédigé comme suit:

« 4° lorsqu'il s'adresse à un public scolaire, l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans le même décret, l'article 50/2 est complété par un 5° rédigé comme suit:

« 5° lorsqu'il s'adresse à un public scolaire, l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 53 du même décret, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéficiaire d'un contrat de création emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 54, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2° est complété par un e) rédigé comme suit:

« e) les moyens envisagés pour contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, les raisons pour lesquelles l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités. ».

Dans l'article 55 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par un 7° rédigé comme suit:

« 7° l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 60 du même décret, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéficiaire d'un contrat de services emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 61, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2° est complété par un e) rédigé comme suit:

« e) les moyens envisagés pour contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, les raisons pour lesquelles l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités. ».

Dans l'article 61/1 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit:

« 6° l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 61/6 du même décret, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéficiaire d'un contrat de diffusion emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 61/7, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est complété par un f) rédigé comme suit:

« f) les moyens envisagés pour contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, les raisons pour lesquelles l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités. ».

Dans l'article 61/8 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par un 7^o rédigé comme suit:

« 7^o l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 63 du même décret, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéfice d'un contrat-programme emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 64, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est complété par un f) rédigé comme suit:

« f) les moyens envisagés pour contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, les raisons pour lesquelles l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités. ».

Dans l'article 65 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par un 8^o rédigé comme suit:

« 8^o l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Art. 34. Dans l'article 2 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« Sans préjudice des collaborations que peuvent nouer les associations visées par le présent décret avec des établissements scolaires, des établissements d'enseignement artistique à horaire réduit ou des écoles supérieures des arts, le présent décret n'est pas applicable aux opérateurs dont les activités et formations se déroulent principalement dans le cadre scolaire ou sont destinées principalement à un public de professionnels artistiques ou d'étudiants en art. ».

Dans le même article, il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit:

« Lorsque les actions sont menées, dans le cadre des finalités du présent décret, avec des écoles, elles se développent en conformité avec les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi qu'avec les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code. ».

Art. 35. Dans l'article 2, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, il est inséré un 21^o rédigé comme suit:

« 21^o Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique: les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code. ».

Dans l'article 10, § 1^{er}, du même décret, le 5^o est complété par un quatrième tiret rédigé comme suit:

« - les programmes contribuant aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique; si aucun programme de médiation à destination du public scolaire n'est prévu, l'opérateur en motive les raisons dans sa demande de reconnaissance; ».

Dans le troisième paragraphe du même article, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« L'élaboration et la mise en œuvre du plan implique également une concertation avec les écoles du territoire où l'action est développée. Lorsque des actions sont menées avec des écoles, elles se développent en conformité avec les objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 11, alinéa 4, du même décret, le 4^o est remplacé par ce qui suit:

« 4^o des écoles, en vue d'aider les opérateurs directs à contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Art. 36. Dans l'article 1^{er} du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, il est inséré un 22^o rédigé comme suit:

« 22^o Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique: les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code. ».

Dans le chapitre 2 du titre 1^{er} du même décret, il est inséré un article 4/2 rédigé comme suit:

« Art. 4/2. Lorsqu'ils s'adressent à un public scolaire, les projets et activités soutenus en vertu du présent décret se développent en conformité avec les objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 64 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéfice d'une convention emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 66, § 1^{er}, du même décret, le 2^o est complété par ce qui suit:

« ; la demande précise comment les activités développées contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités; ».

Dans l'article 67, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par un 5^o rédigé comme suit:

« 5^o l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 77/2 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéfice d'une convention emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 77/4, du même décret, le 3° est complété par ce qui suit:

« ; la demande précise comment les activités développées contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités; ».

Dans l'article 77/5 du même décret, le paragraphe 1^{er} est complété par un 5° rédigé comme suit:

« 5° l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 80 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéfice d'une convention d'une durée de quatre ans emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 81, 6°, du même décret, il est inséré un c) rédigé comme suit:

« c) une description de la façon dont les activités développées contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, un argumentaire précisant pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités; ».

Dans l'article 82 du même décret, le paragraphe 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit:

« 6° l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 88 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

« Le bénéfice d'une convention emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 90 du même décret, le 2° est complété par ce qui suit:

« ; la demande précise comment les activités développées contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique; ».

Dans l'article 91 du même décret, le paragraphe 1^{er} est complété par un 7° rédigé comme suit:

« 7° l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 97, § 1^{er}, du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéfice d'une convention emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 98 du même décret, le 2° est complété par ce qui suit:

« ; la demande précise comment les activités développées contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités; ».

Dans l'article 99 du même décret, il est inséré un 6° rédigé comme suit:

« 6° l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Art. 37. Dans l'article 1^{er} du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, il est ajouté un 18° rédigé comme suit:

« 18° Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique: les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code. ».

Dans le même décret, l'article 2 est complété par un cinquième alinéa rédigé comme suit:

« L'action des centres culturels contribue aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 12, alinéa 3, du même décret, il est ajouté un 5° rédigé comme suit:

« 5° des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

Dans l'article 19, § 1^{er}, 3°, du même décret, les mots « et les écoles » sont insérés entre les mots « avec les opérateurs culturels » et les mots « , ainsi que ».

Dans l'article 20, alinéa 2, du même décret, il est ajouté un 7° rédigé comme suit:

« 7° les objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 36 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit:

« Lorsque la spécialisation porte sur la mise en œuvre des objectifs, stratégies et priorité du parcours d'éducation culturelle et artistique, l'avis de la commission sectorielle est remplacé par un avis du Conseil de l'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 69 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit:

« Lorsque la spécialisation porte sur la mise en œuvre des objectifs, stratégies et priorité du parcours d'éducation culturelle et artistique, l'avis de la commission sectorielle est remplacé par un avis du Conseil de l'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'alinéa 2 du même article, les mots « En cas d'avis divergents émanant de la Commission d'avis et de la commission d'avis sectorielle compétente » sont remplacés par les mots « En cas de divergence entre, d'une part, l'avis de la Commission d'avis, et d'autre part, l'avis de la commission d'avis sectorielle compétente ou du Conseil de l'éducation culturelle et artistique ».

Art. 38. Dans l'article 1^{er} du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques, il est inséré un 12^o rédigé comme suit:

« 12^o Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique: les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code. ».

Dans l'article 10 du même décret, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit:

« La demande de soutien précise si elle porte sur des activités s'adressant en tout ou en partie à un public scolaire. ».

Dans l'article 19 du même décret, l'alinéa 3 est complété par un 3^o rédigé comme suit:

« 3^o lorsqu'il s'adresse à un public scolaire, l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 25 du même décret, l'alinéa 2 est complété par un 5^o rédigé comme suit:

« 5^o lorsqu'il s'adresse à un public scolaire, l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 27 du même décret, l'alinéa 3 est complété par un 4^o rédigé comme suit:

« 4^o lorsqu'il s'adresse à un public scolaire, l'adéquation du projet au regard des objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 31 du même décret, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéfice d'une convention emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, le 9^o est complété par ce qui suit:

« ; la demande précise comment les activités développées contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités; ».

Dans l'article 33 du même décret, l'alinéa 2 est complété par un 3^o rédigé comme suit:

« 3^o l'adéquation du projet au regard des objectifs du parcours d'éducation culturelle et artistique, et des stratégies et priorités définies dans le plan d'actions PECA. ».

Dans l'article 35 du même décret, l'alinéa 3 est complété par un 5^o rédigé comme suit:

« 5^o l'adéquation du projet au regard des objectifs du parcours d'éducation culturelle et artistique, et des stratégies et priorités définies dans le plan d'actions PECA. ».

Dans l'article 43 du même décret, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit:

« Sauf exception liée à la nature particulière des activités développées, le bénéfice d'un contrat-programme emporte pour l'opérateur bénéficiaire l'obligation de contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 44, § 2, du même décret, le 9^o est complété par ce qui suit:

« ; la demande précise comment les activités développées contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités; ».

Dans l'article 45 du même décret, l'alinéa 2 est complété par un 5^o rédigé comme suit:

« 5^o l'adéquation du projet au regard des objectifs du parcours d'éducation culturelle et artistique, et des stratégies et priorités définies dans le plan d'actions PECA. ».

Dans l'article 47 du même décret, l'alinéa 3 est complété par un 5^o rédigé comme suit:

« 5^o l'adéquation du projet au regard des objectifs du parcours d'éducation culturelle et artistique, et des stratégies et priorités définies dans le plan d'actions PECA. ».

Art. 39. Dans l'article 1^{er} du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française, il est ajouté un 8^o rédigé comme suit:

« 8^o Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique: les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code. ».

Dans l'article 8 du même décret, le paragraphe 1^{er} est complété d'un troisième alinéa rédigé comme suit:

« Les musées reconnus contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

Dans l'article 11 du même décret, le paragraphe 2 est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit:

« Les pôles muséaux reconnus contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique et s'inscrivent dans les stratégies et priorités définies dans le plan d'actions PECA. ».

CHAPITRE 3. — *Autres dispositions modificatives*

Art. 40. Dans l'article 9, § 1^{er}, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, il est inséré un 16^o rédigé comme suit:

« 16^o délégué-PECA en charge de la coordination du parcours d'éducation culturelle et artistique. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 41. Le caractère facultatif de la désignation des délégués PECA visé à l'article 1.4.5-15 du Code est évalué par le Gouvernement dans le courant de l'année scolaire 2025-2026.

Art. 42. Le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la culture et l'enseignement est abrogé.

Les appels à projets lancés avant l'entrée en vigueur du présent article, de même que les activités en cours, restent soumises jusqu'à leur conclusion aux dispositions du décret précité, et à celles prises en vertu de celui-ci.

Art. 43. Les premiers membres du Conseil de l'éducation culturelle et artistique sont désignés dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 44. Les articles 21 à 28 produisent leurs effets au 30 septembre 2020 à l'exception des modalités d'indexation qui s'appliquent pour la première fois en 2023.

Par dérogation à l'article 1.4.5-16 du Code, les premiers référents scolaires sont désignés pour une période pilote de 3 ans se clôturant au 30 septembre 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 octobre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 439-1. – Rapport de commission, n°439-2 – Texte adopté en commission, n° 439-3 – Amendement(s) en séance, n° 439-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 439-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 12 octobre 2022.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/42402]

13 OKTOBER 2022. — Decreet betreffende het culturele en artistieke onderwijstraject

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Integratie van het culturele en artistieke onderwijstraject in het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Artikel 1. § 1. In artikel 1.4.1-2, tweede lid, punt 9°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "stimuleert de creativiteit" worden ingevoegd tussen de woorden "de kunstexpressie" en de woorden "en bevordert de participatie";

2° de woorden "en door alle leerlingen een cultureel en artistiek onderwijstraject aan te bieden overeenkomstig de artikelen 1.4.5-1 en volgende" worden ingevoegd na de woorden "de betrokken operatoren".

§ 2. In lid 2, punt 10°, van artikel 1.4.1-2 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "creativiteit, inzonderheid door alle leerlingen een cultureel en artistiek onderwijstraject aan te bieden, en" geschrapt.

Art. 2. In titel IV van boek I van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk V ingevoegd, met als opschrift "Het culturele en artistieke onderwijstraject".

Art. 3. In het bij artikel 2 ingevoegde hoofdstuk V wordt een afdeling 1 "Algemene bepalingen" ingevoegd.

Art. 4. In de bij artikel 3 ingevoegde afdeling 1 wordt een artikel 1.4.5-1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.4.5-1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° École supérieure des Arts of ESA: de instelling voor hoger onderwijs bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstscholen;

2° Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan of ESAHR: het onderwijs bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° Culturele operator: elke natuurlijke of rechtspersoon wiens activiteiten binnen het kader van het cultuurbeleid vallen en die als zodanig erkenning of steun van de Franse Gemeenschap geniet;

4° PECA-territoriaal platform: het platform bedoeld in de artikelen 1.4.5-20 en 1.4.5-21;

5° Cultuurbeleid : het beleid van de Franse Gemeenschap op cultureel gebied bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 6°, 8°, 10°, 13° en 14°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

6° Culturele referenten: de culturele referenten bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs;

7° Schoolreferent: een culturele operator of een groep culturele operatoren die hun samenwerking schriftelijk hebben geformaliseerd door middel van een overeenkomst, waarvan één van de leden is aangewezen als coördinator en het geheel tegenover de regering vertegenwoordigt en waarvan de opdrachten zijn bedoeld in artikel 1.4.5-17, § 1.”

Art. 5. In de bij artikel 3 ingevoegde afdeling 1 wordt een artikel 1.4.5-2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 1.4.5-2. Het doel van het culturele en artistieke onderwijstraject, afgekort PECA, is elke leerling met het oog op culturele democratisering en culturele ontwikkeling in staat te stellen:

1° om toegang te krijgen tot het culturele leven, om werken, kunstenaars en culturele praktijken te ontmoeten en om culturele plaatsen te bezoeken;

2° om kennis en vaardigheden op cultureel en artistiek gebied te verwerven, met het oog op de ontwikkeling van een kritische geest en persoonlijke expressie;

3° om te experimenteren met culturele en artistieke praktijken, individueel en collectief, en actief deelnemen aan het culturele leven;

4° om toegang te krijgen tot en deelnemen aan de diversiteit van het culturele en artistieke leven en vertrouwd raken met cultuuruitingen uit verschillende achtergronden die verschillende voorstellingen van de wereld uitdrukken.

Ook het culturele en artistieke onderwijstraject levert een bijdrage:

1° tot de bestrijding van schooluitval door diversificatie van de onderwijspraktijk;

2° tot de bewustmaking in het onderwijs van het belang van een continue en pluriforme culturele en artistieke benadering in haar verscheidenheid van uitdrukking en haar interdisciplinaire dimensie;

3° tot het versterken en verbeteren van de samenwerking tussen culturele operatoren en onderwijsactoren”.

Art. 6. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 1.4.5-3 ingevoegd dat luidt als volgt:

”Art. 1.4.5-3. Het culturele en artistieke onderwijstraject wordt uitgevoerd:

1° op het niveau van de Franse Gemeenschap, door de regering en haar diensten;

2° op territoriaal niveau, via een schoolreferent en een PECA-platform;

3° op het niveau van Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten, met medewerking van culturele referenten;

4° door de scholen, inzonderheid via de PECA-afgevaardigden bedoeld in artikel 1.4.5-15;

5° door ESAHR”.

Art. 7. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift “De Raad voor cultureel en artistiek onderwijs”.

Art. 8. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 1.4.5-5 ingevoegd dat luidt als volgt:

”Art. 1.4.5-5. § 1. Er wordt een Raad voor cultureel en artistiek onderwijs opgericht, afgekort CECA, die tot opdracht heeft op eigen initiatief of op verzoek van de regering of het Parlement adviezen, voorstellen en aanbevelingen te formuleren:

1° over elke vraag betreffende de richtlijnen, de doelstellingen en de uitvoering van het culturele en artistieke onderwijstraject en de samenwerking tussen cultuur en onderwijs, met inbegrip van de toewijzing van de budgetten bedoeld in artikel 1.4.5-22, § 4;

2° over elk voorontwerp van decreet of elk ontwerp van regelgevend besluit dat wordt aangenomen in het kader van de uitvoering van het culturele en artistieke onderwijstraject en de samenwerking tussen cultuur en onderwijs;

3° in het kader van de evaluatie door de regeringsdiensten van de wet- en regelgeving betreffende het culturele en artistieke onderwijstraject en de samenwerking tussen Cultuur en Onderwijs;

4° in het kader van de uitwerking door de regeringsdiensten van het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13.

Voorafgaande raadpleging van de Raad is verplicht in de gevallen bedoeld in lid 1, 2° tot en met 4°.

§ 2. In het kader van zijn opdrachten draagt de Raad bij:

1° om de prioriteiten en acties te bepalen die het voorwerp zouden kunnen uitmaken van thematische campagnes;

2° om een goede afstemming mogelijk te maken tussen het culturele en artistieke aanbod, enerzijds, en de behoeften van het schoolpubliek, anderzijds;

3° om de ongelijkheden op het gebied van de toegang van het schoolpubliek tot cultuur in kaart te brengen en oplossingen aan te dragen om deze te verhelpen.

Daartoe steunt hij inzonderheid op de werkzaamheden van de verschillende PECA-platforms.

Art. 9. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt het volgende artikel 1.4.5-6 ingevoegd:

”Art. 1.4.5-6. De Raad voor cultureel en artistiek onderwijs bestaat uit de volgende stemgerechtigde gewone leden:

1° de secretaris-generaal van het ministerie of diens afgevaardigde;

2° één vertegenwoordiger per schoolreferent;

3° twee vertegenwoordigers van de Hoge Raad voor Cultuur, ingesteld bij het decreet van 28 maart 2019 over het nieuwe cultuurbestuur;

4° tien culturele referenten;

5° een vertegenwoordiger van de Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

6° een vertegenwoordiger van elk van de in artikel 1.6.6-1 bedoelde representatieve organisaties van ouders en ouderverenigingen;

7° de directeur-generaal van de Algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel, of diens afgevaardigde;

8° de adjunct-directeur-generaal, deskundige op het gebied van culturele transversaliteit, of diens afgevaardigde;

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid benoemd.

De culturele referenten bedoeld in het eerste lid, 4°, zijn als volgt verdeeld:

1° vier culturele referenten van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;

2° twee culturele referenten voor het gesubsidieerd officieel basisonderwijs;

3° een culturele referent voor het gesubsidieerd officieel secundair onderwijs;

4° twee culturele referenten voor Wallonie-Bruxelles Enseignement;

5° een culturele referent voor het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs”.

Art. 10. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt het volgende artikel 1.4.5-7 ingevoegd:

”Art. 1.4.5-7. De werkende en plaatsvervangende leden worden door de regering benoemd voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

De regering beëindigt het mandaat van een lid:

1° op verzoek van dat lid;

2° na het verlies door het lid van de hoedanigheid waarvoor hij was aangewezen”.

Art. 11. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 1.4.5-8 ingevoegd dat luidt als volgt:

”Art. 1.4.5-8. De volgende personen worden uitgenodigd en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad voor cultureel en artistiek onderwijs:

1° de Administrateur-generaal voor Cultuur, of diens afgevaardigde;

2° de Administrateur-generaal voor Onderwijs, of diens afgevaardigde;

3° de coördinator van het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid, of diens afgevaardigde;

4° een vertegenwoordiger van de Algemene Dienst van de Cultuurinspectie;

5° een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst;

6° een vertegenwoordiger van de dienst die belast is met de sturing van het PECA;

7° een vertegenwoordiger van de ESA's, aangewezen op de voordracht van de ARES-Kamer voor Hogere Kunstscholen.

De Raad voor cultureel en artistiek onderwijs kan ook, in functie van de dagorde, elke persoon uitnodigen die hij nuttig acht te horen om zijn werkzaamheden te onderbouwen. De uitgenodigde personen hebben een raadgevende stem”.

Art. 12. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt het volgende artikel 1.4.5-9 ingevoegd:

”Art. 1.4.5-9. § 1. De secretaris-generaal van het ministerie of diens afgevaardigde treedt op als voorzitter.

§ 2. Het voorzitterschap vervult de opdrachten die hem bij het huishoudelijk reglement zijn opgedragen.

Het neemt deel aan, organiseert en sluit de debatten af.

Art. 13. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt het volgende artikel 1.4.5-10 ingevoegd:

”Art. 1.4.5-10. Het secretariaat van de Raad voor cultureel en artistiek onderwijs wordt verzorgd door de regeringsdiensten.

In overleg met de voorzitter is het secretariaat verantwoordelijk voor:

1° het opstellen en bijhouden van de dagorde van de vergaderingen en het opstellen van de notulen;

2° de naleving van de wetgeving en het waarborgen van de interne voorschriften;

3° het doorgeven van het standpunt en de voorstellen van de regeringsdiensten betreffende de uitvoering van het PECA aan de leden.

Art. 14. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt het volgende artikel 1.4.5-11 ingevoegd:

”Art. 1.4.5-11. De Raad voor cultureel en artistiek onderwijs stelt op de voordracht van het secretariaat zijn huishoudelijk reglement vast.

De Raad voor cultureel en artistiek onderwijs komt minstens driemaal per schooljaar bijeen.

Art. 15. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift ”Sturing van het PECA”.

Art. 16. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 15, wordt het volgende artikel 1.4.5-12 ingevoegd

”Art. 1.4.5-12. De regering draagt via haar diensten zorg voor de sturing van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

Daartoe is zij verantwoordelijk voor:

1° het waarborgen van de structurele, systematische en ruime integratie van het PECA in alle door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde scholen;

2° de bewustmaking en stimulering van de verschillende actoren;

3° het aanmoedigen van innovatie en experimenten;

4° het stimuleren van het culturele en artistieke aanbod aan het schoolpubliek en het zorgen voor de verspreiding ervan;

5° het communiceren en verspreiden van informatie over het PECA;

6° het zorgen voor een goede coördinatie van de verschillende actoren en projecten, door een netwerkfunctie te vervullen, inzonderheid door deel te nemen aan de werkzaamheden van de in artikel 1.4.5-21 bedoelde territoriale PECA-platforms;

7° het analyseren en evalueren van de uitvoering van het PECA, en zo nodig verbeteringen aanbrengen;

8° het opstellen van een register van culturele en artistieke initiatieven in scholen”.

Art. 17. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 15, wordt het volgende artikel 1.4.5-13 ingevoegd:

“Art. 1.4.5-13. § 1. Om de vijf jaar neemt de regering, na advies van de Raad voor cultureel en artistiek onderwijs, een PECA-actieplan aan waarin de strategieën, de gekwantificeerde doelstellingen, het actieprogramma en het uitvoeringsschema voor de komende vijf jaar zijn opgenomen.

Het plan geeft de prioritaire groepen en de prioritair uit te voeren acties aan en omvat de uitvoering van thematische campagnes. In dit verband wordt bijzondere aandacht besteed aan de vestigingsplaatsen die een gedifferentieerde begeleiding genieten overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerde begeleiding in de scholen van de Franse Gemeenschap, teneinde elke leerling gelijke kansen op maatschappelijke emancipatie in een kwaliteitsvolle onderwijsomgeving te garanderen, alsook aan de leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs.

§ 2. Het actieplan van het PECA kan tijdens de uitvoering ervan worden aangepast, na advies van de Raad voor cultureel en artistiek onderwijs.

Art. 18. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 15, wordt het volgende artikel 1.4.5-14 ingevoegd:

“Art. 1.4.5-14. De regering zet, in de vorm van een online toegankelijk digitaal instrument, een documentatiecentrum op over het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

Het in punt 1 genoemde digitale instrument laat toe:

1° het bestaande culturele en artistieke aanbod voor het schoolpubliek te verzamelen, inventariseren en netwerken;

2° het verzamelen van aanvragen voor culturele en artistieke optredens door scholen mogelijk te maken;

3° het verzamelen, inventariseren en ter beschikking stellen van vrij beschikbare leermiddelen;

4° het verzamelen, inventariseren en verspreiden van inspirerende praktijken op het gebied van culturele bemiddeling naar het schoolpubliek;

5° het bundelen en inventariseren analyses en studies betreffende de toegang en de deelname van schoolpubliek aan het culturele leven, en de vrij beschikbare analyses en studies ter beschikking stellen.

Het digitale instrument is toegankelijk voor alle onderwijsteams, culturele operatoren, kunstenaars, onderzoekers, studenten en alle geïnteresseerden.”.

Art. 19. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 4 met als opschrift “PECA-afgevaardigden” ingevoegd.

Art. 20. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel 1.4.5-15 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Art. 1.4.5-15. Elke school kan onder het pedagogisch personeel minstens één PECA-afgevaardigde aanwijzen onder de vrijwilligers.

In voorkomend geval voert de PECA-afgevaardigde de volgende opdrachten uit met de steun van de culturele referenten van Wallonie-Bruxelles Enseignement of de federatie van inrichtende machten waartoe hij behoort:

1° de op het niveau van het territoriale PECA-platform ontvangen informatie aan zijn school doorgeven;

2° aandacht hebben voor de behoeften en ambities van zijn school met betrekking tot het culturele en artistieke onderwijstraject, en deze vertegenwoordigen op het niveau van het territoriale PECA-platform;

3° deelnemen aan de uitvoering van projecten op het niveau van het territoriale PECA-platform;

4° in voorkomend geval voorstellen doen aan de directeur met het oog op de integratie of de versteviging van de culturele en artistieke opleiding in de doelstellingenovereenkomst van de school.

Art. 21. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 5 ingelast met als opschrift “Schoolreferenten”.

Art. 22. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 21, wordt het volgende artikel 1.4.5-16 ingelast:

“Art. 1.4.5-16. § 1. De regering wijst per zone of volgens een door haar vastgestelde territoriale indeling een culturele operator of een groep van culturele operatoren aan die als schoolreferent optreedt.

Wanneer een groepering operatoren als schoolreferent optreedt, gelden de volgende eisen:

1° de leden van de groepering leggen hun samenwerking schriftelijk vast door middel van een overeenkomst;

2° één van haar leden wordt aangewezen als coördinator en vertegenwoordigt het geheel bij de regering.

§ 2. De schoolreferent of, in het geval van een samenwerkingsverband, de coördinator, bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, moet een rechtspersoon zijn.

De schoolreferenten worden benoemd voor een hernieuwbare periode van 5 jaar, die ingaat op 30 september van het jaar van hun benoeming.”.

Art. 23. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 21, wordt het volgende artikel 1.4.5-17 ingevoegd:

“Art. 1.4.5-17. § 1. De schoolreferent voert de volgende opdrachten uit op het grondgebied waarvoor hij is aangesteld:

1° het initiëren, bundelen, coördineren, ontwikkelen en voltooien, in een netwerkoverschrijdende dynamiek, van een aanbod dat de diversiteit van culturele en artistieke disciplines weerspiegelt;

2° de verbinding organiseren tussen scholen enerzijds en kunstenaars, culturele operatoren en ESAHR anderzijds;

3° het organiseren en leiden van een territoriaal PECA-overlegplatform;

4° het bijdragen aan het kadaster bedoeld in artikel 1.4.5-12, tweede lid, 8°, en het documentatiecentrum.

§ 2. De schoolreferent zet de wijze waarop hij zijn opdrachten wil uitvoeren uiteen in een actieplan dat jaarlijks wordt geëvalueerd en bijgewerkt. Dit plan is gebaseerd op een collectieve analyse van het grondgebied om ervoor te zorgen dat:

1° de deelname van alle scholen;

2° de deelname van alle culturele operatoren;

3° dat de projecten betrekking hebben op alle culturele en artistieke gebieden en dat het aanbod aan de scholen gevarieerd is en aangepast aan hun behoeften.

Art. 24. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 21, wordt het volgende artikel 1.4.5-18 ingevoegd:

"Art. 1.4.5-18. De schoolreferenten worden benoemd op basis van een oproep tot het indienen van sollicitaties, waarbij de volgende criteria in aanmerking worden genomen:

1° de geografische en sociale bijzonderheden van het grondgebied;

2° de ervaring van de schoolreferent bij het opzetten, ontwikkelen en controleren van "cultuur-school" partnerschappen;

3° het vermogen van de schoolreferent om scholen in contact te brengen met kunstenaars, culturele operatoren en ESAHR;

4° het vermogen van de schoolreferent om zijn opdracht op het gehele grondgebied uit te voeren;

5° de relevantie van de beoogde wegen om de territoriale dekking te verbeteren en de toegang tot cultuur voor alle leerlingen te waarborgen;

6° de kwaliteit en de kwantiteit van de beoogde partnerschappen."

Art. 25. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 21, wordt het volgende artikel 1.4.5-19 ingevoegd:

"Art. 1.4.5-19. De regering kent aan iedere schoolreferent een subsidie toe van 100.000 euro ter dekking van de personeels- en exploitatiekosten in verband met de in artikel 1.4.5-17 bedoelde opdrachten.

Het in het eerste lid genoemde bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen het op 1 januari van het betrokken begrotingsjaar geldende gezondheidsindexcijfer en het op 1 januari 2022 geldende indexcijfer.

Art. 26. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 6 ingevoegd met als opschrift "Territoriale PECA-platforms".

Art. 27. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 26, wordt het volgende artikel 1.4.5-20 ingevoegd:

"Art. 1.4.5-20. Voor elke schoolreferent wordt een territoriaal platform gecreëerd.

Het territoriale PECA-platform bestaat uit:

1° een vertegenwoordiger van de PECA-stuurgroep;

2° de schoolreferent;

3° vijf PECA-afgevaardigden, waarvan elke federatie van inrichtende machten en Wallonie-Bruxelles Enseignement er één aanwijst;

4° een culturele referent van Wallonie-Bruxelles Enseignement en van elke federatie van inrichtende machten;

5° een vertegenwoordiger van ESAHR, aangewezen op de voordracht van de Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Het voorzitterschap van de vergaderingen, met inbegrip van het vaststellen van de dagorde, wordt gedeeld door de vertegenwoordiger van de PECA-stuurdienst en de schoolreferent.

De beslissingen van het territoriaal PECA-platform worden bij consensus genomen."

Art. 28. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 26, wordt het volgende artikel 1.4.5-21 ingevoegd:

"Art. 1.4.5-21. Het territoriale PECA-platform heeft tot doel:

1° de organisatie en formalisering van de ontmoeting, de rechtstreekse contacten en de netwerkvorming van PECA-actoren;

2° het zorgen voor overleg tussen de PECA-actoren over de behoeften van de scholen en het beschikbare culturele en artistieke aanbod;

3° het zorgen voor de verspreiding en uitwisseling van informatie over de beschikbare culturele bemiddelingsmechanismen;

4° het verfijnen en bijwerken van het kadaster bedoeld in artikel 1.4.5-12, tweede lid, 8°, op het betrokken grondgebied;

5° het bevorderen van de ontwikkeling, uitvoering en verspreiding van projecten tussen scholen, netten en culturele operatoren;

6° het bijdragen tot de ontwikkeling van het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 en de uitvoering ervan op het grondgebied."

Art. 29. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 7 ingevoegd met als opschrift "Financiering van het PECA".

Art. 30. In afdeling 7, ingevoegd bij artikel 29, wordt het volgende artikel 1.4.5-22 ingevoegd:

"Art. 1.4.5-22. § 1. Onverminderd de subsidies die krachtens andere wetgevingsregels kunnen worden verleend, kan de regering projecten en activiteiten steunen overeenkomstig de voorwaarden die zij vaststelt:

1° die bijdragen tot de doelstellingen van artikel 1.4.5-2;

2° en die in overeenstemming zijn met de strategieën en prioriteiten die in het in artikel 1.4.5-13 bedoelde actieplan zijn vastgesteld.

De in lid 1 bedoelde steun kan bestaan uit:

1° subsidies toe te kennen aan culturele operatoren die het project uitvoeren of de activiteiten ontwikkelen;

2° materiële bijstand van de regeringsdiensten voor de ontwikkeling, uitvoering of bevordering van de betrokken projecten en activiteiten.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de in paragraaf 1 bedoelde steun moeten de betrokken projecten en activiteiten aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° de leerlingen in contact brengen met kunstenaars, kunstwerken of culturele operatoren;

2° plaatsvinden in de schoolomgeving, binnen of buiten de school;

3° gebaseerd zijn op een coherente articulatie tussen de volgende elementen:

a) de nagestreefde doelstellingen;

b) de beoogde transversale kennis en vaardigheden;

c) het verband met de referentiestelsels, overgedragen in de vorm van een samenvattend document, (kennis, knowhow of vaardigheden) van het betrokken onderwijsniveau;

d) de geplande activiteiten en de organisatie daarvan;

e) het betrokken publiek;

f) de betrokken partners;

g) de betrokkenheid van de verschillende belanghebbenden;

h) evaluatie-indicatoren;

4° een aanvulling vormen op bestaande projecten en activiteiten;

5° geleidelijk bijdragen tot een optimale dekking van de verschillende gebieden en de schoolbevolking van de Franse Gemeenschap;

6° worden georganiseerd overeenkomstig de bepalingen inzake vrij toegang als bedoeld in de artikelen 1.7.2-1 en 1.7.2-2.

De krachtens dit artikel gesubsidieerde projecten en activiteiten worden ingeschreven in het kadaster bedoeld in artikel 1.4.5-12, overeenkomstig de door de regering vastgestelde voorwaarden.

§ 3. Onverminderd de begrotingen die in het kader van andere regelingen aan culturele activiteiten voor onderwijs worden toegewezen, worden voor de uitvoering van dit hoofdstuk jaarlijks de volgende bedragen toegewezen:

1° tijdens het boekjaar 2022: 3.827.619 euro;

2° tijdens het boekjaar 2023: 4.453.585 euro;

3° tijdens het boekjaar 2024: 4.956.393 euro;

4° tijdens het boekjaar 2025: 5.512.389 euro;

5° tijdens het boekjaar 2026: 6.007.383 euro;

6° tijdens het boekjaar 2027: 6.636.378 euro;

7° tijdens het boekjaar 2028: 7.268.378 euro;

8° tijdens het boekjaar 2029: 7.463.378 euro;

9° tijdens het boekjaar 2030: 7.637.378 euro.

De in lid 1 genoemde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen het op 1 januari van het betrokken begrotingsjaar geldende gezondheidsindexcijfer en het op 1 januari 2022 geldende indexcijfer.

§ 4. De regering verdeelt de in paragraaf 3 genoemde jaarlijkse bedragen in drie enveloppen:

1° tussen 70 en 80% dient ter versterking van de subsidie aan operatoren die meerjarige steun ontvangen en wier activiteiten geheel of gedeeltelijk gericht zijn op een jong publiek, en meer bepaald op schoolpubliek; de in artikel 1.4.5-19 bedoelde subsidie is in dit bedrag begrepen;

2° tussen 10 en 20% is bestemd voor de versterking van de programma's die de regeringsdiensten met toepassing van paragraaf 1, eerste lid, 3° ontwikkelen;

3° tussen 10 en 20% is bestemd voor de ondersteuning van nieuwe projecten voor het schoolpubliek.

De regering specificeert de toewijzing van middelen binnen elke enveloppe en geeft daarbij prioriteit aan:

1° aan scholen met een lage sociaaleconomische index voor zover zij in de classificatie van de instellingen, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, vierde lid, van het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerde begeleiding binnen de scholen van de Franse Gemeenschap teneinde elke leerling gelijke kansen op maatschappelijke emancipatie in een kwaliteitsvolle onderwijsomgeving te waarborgen, onder de klassen 1 tot en met 8 vallen;

2° aan klassen waarvoor uit het register vermeld in artikel 1.4.5-12, tweede lid, 8°, blijkt dat zij niet of nauwelijks aan culturele activiteiten deelnemen;

3° aan scholen in een gebied waar geen of weinig culturele operatoren zijn."

Art. 31. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 8 ingevoegd met als opschrift "Over de evaluatie van de uitvoering van de bepalingen betreffende het culturele en artistieke onderwijstraject".

Art. 32. In afdeling 8, ingevoegd bij artikel 31, wordt het volgende artikel 1.4.5-23 ingevoegd:

"Art. 1.4.5-23. De regering evalueert de uitvoering van de bepalingen van dit hoofdstuk om de vier jaar en voor het eerst in het schooljaar 2026-2027 en brengt verslag uit aan het Parlement."

HOOFDSTUK 2. — *Integratie van het culturele en artistieke onderwijstraject in het cultuurbeleid*

Art. 33. In artikel 1 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de professionele podiumkunstensector wordt een nieuw punt 31° ingevoegd, dat luidt als volgt:

"31° Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject: de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook de strategieën, doelstellingen, het programma en het tijdschema die zijn vastgelegd in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek."

Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 4° dat als volgt luidt:

"4° wanneer het gericht is op een schoolpubliek, de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In hetzelfde decreet wordt artikel 50/2 aangevuld met het volgende punt 5°:

"5° wanneer het gericht is op een schoolpubliek, de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 53 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een scheppingscontract voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 54, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aan punt 2° een nieuw e) toegevoegd, dat als volgt luidt:

"e) de beoogde middelen om bij te dragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, de redenen waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten."

In artikel 55 van hetzelfde decreet wordt lid 1 aangevuld met een punt 7° dat als volgt luidt:

"7° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 60 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een dienstenovereenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 61, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aan punt 2° een nieuw e) toegevoegd, dat als volgt luidt:

"e) de beoogde middelen om bij te dragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, de redenen waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten."

In artikel 61/1 van hetzelfde decreet wordt lid 1 aangevuld met een 6° dat als volgt luidt:

"6° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 61/6 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een verspreidingscontract voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 61/7, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aan 2° een nieuw f) toegevoegd, dat als volgt luidt:

"f) de beoogde middelen om bij te dragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, de redenen waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten."

In artikel 61/8 van hetzelfde decreet wordt lid 1 aangevuld met een 7° dat als volgt luidt:

"7° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 63 van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een programmaovereenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 64, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aan 2° een nieuw f) toegevoegd, dat als volgt luidt:

"f) de beoogde middelen om bij te dragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, de redenen waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten."

In artikel 65 van hetzelfde decreet wordt lid 1 aangevuld met een 8° dat als volgt luidt:

"8° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

Art. 34. In artikel 2 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van federaties van amateurkunstbeoefening, representatieve federaties van centra voor expressie en creativiteit en centra voor expressie en creativiteit, wordt lid 2 vervangen door de volgende tekst:

"Onverminderd de samenwerkingsverbanden die de in dit decreet bedoelde verenigingen kunnen aangaan met scholen, inrichtingen voor kunstonderwijs met beperkt leerplan of hogere kunstscholen, is dit decreet niet van toepassing op operatoren van wie de activiteiten en opleidingen hoofdzakelijk in scholen plaatsvinden of hoofdzakelijk bestemd zijn voor een publiek van kunstprofessionals of kunststudenten."

In hetzelfde artikel wordt een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

"Wanneer, in het kader van de doelstellingen van dit decreet, de acties worden uitgevoerd met scholen, worden deze ontwikkeld in overeenstemming met de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook met de strategieën, de doelstellingen, het programma en het tijdschema bepaald in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek."

Art. 35. In artikel 2 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare leatuurvoorziening en de openbare bibliotheken, wordt een als volgt luidend 21° ingevoegd:

"21° Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject: de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook de strategieën, doelstellingen, het programma en het tijdschema bepaald in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek."

In artikel 10, paragraaf 1, van hetzelfde decreet wordt aan een punt 5° een vierde streepje toegevoegd, dat als volgt luidt:

“- programma’s die bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke vormingstraject; indien er geen bemiddelingsprogramma voor schoolpubliek is gepland, motiveert de operator dit in zijn erkenningsaanvraag;”.

In de derde paragraaf van hetzelfde artikel wordt lid 2 vervangen door de volgende tekst:

“Bij de ontwikkeling en uitvoering van het plan wordt ook overleg gepleegd met de scholen in het gebied waar de actie wordt ontwikkeld. Wanneer acties met scholen worden uitgevoerd, worden zij ontwikkeld overeenkomstig de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 11, vierde lid, van hetzelfde decreet, wordt punt 4° vervangen door:

“4° scholen, met de bedoeling de rechtstreekse operatoren te helpen bijdragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

Art. 36. In artikel 1 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de film en audiovisuele schepping wordt een 22° ingevoegd, dat als volgt luidt:

“22° Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject: de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook de strategieën, doelstellingen, het programma en het tijdschema bepaald in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek.”.

In hoofdstuk 2 van titel 1 van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 4/2 ingevoegd:

“Art. 4/2. Wanneer zij gericht zijn op een schoolpubliek, worden de projecten en activiteiten die uit hoofde van dit decreet worden gesteund, ontwikkeld overeenkomstig de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 64 van hetzelfde decreet wordt een lid 2 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een overeenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 66, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, wordt aan punt 2° het volgende toegevoegd:

“In de aanvraag wordt aangegeven hoe de ontwikkelde activiteiten bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, waarom de operator meent dat hij, gezien de bijzondere aard van zijn activiteiten, van deze verplichting moet worden vrijgesteld.”.

In artikel 67, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, wordt lid 1 aangevuld met een 5° dat luidt als volgt:

“5° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 77/2 van hetzelfde decreet wordt een lid 2 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een overeenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 77/4 van hetzelfde decreet wordt aan het punt 3° het volgende toegevoegd:

“In de aanvraag wordt aangegeven hoe de ontwikkelde activiteiten bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten.”.

In artikel 77/5 van hetzelfde decreet wordt de eerste paragraaf aangevuld met het volgende punt 5°:

“5° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 80 van hetzelfde decreet wordt een lid 2 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een vierjarige overeenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 81, punt 6°, van hetzelfde decreet wordt het volgende punt c) ingevoegd:

“c) een beschrijving van de wijze waarop de ontwikkelde activiteiten bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, een argumentering waarom de operator meent dat hij, gezien de bijzondere aard van zijn activiteiten, van deze verplichting moet worden vrijgesteld.”.

In artikel 82 van hetzelfde decreet wordt de eerste paragraaf aangevuld met het volgende punt 6°:

“6° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 88 van hetzelfde decreet wordt een lid 2 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Het voordeel van een overeenkomst houdt voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 90 van hetzelfde decreet wordt aan het tweede lid het volgende toegevoegd:

“In de aanvraag wordt aangegeven hoe de ontwikkelde activiteiten bijdragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 91 van hetzelfde decreet wordt lid 1 aangevuld met een 7° dat als volgt luidt:

“7° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 97, § 1, van hetzelfde decreet wordt een nieuw lid 2 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een overeenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 98 van hetzelfde decreet wordt aan punt 2° het volgende toegevoegd:

"In de aanvraag wordt aangegeven hoe de ontwikkelde activiteiten bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten."

In artikel 99 van hetzelfde decreet wordt een nieuw 6° ingevoegd, dat als volgt luidt:

"6° de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

Art. 37. Aan artikel 1 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra wordt een 18° toegevoegd, dat luidt als volgt:

"18° Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject: de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook de strategieën, doelstellingen, het programma en het tijdschema bepaald in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek."

In hetzelfde decreet wordt aan artikel 2 een vijfde lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

"De actie van de culturele centra draagt bij tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

Aan artikel 12, derde lid, van hetzelfde decreet wordt het volgende 5° toegevoegd:

"5° door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen."

In artikel 19, paragraaf 1, punt 3°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "en scholen" ingevoegd tussen de woorden "met culturele operatoren" en de woorden "alsmede".

Aan artikel 20, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt het volgende 7° toegevoegd:

"7° de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 36 van hetzelfde decreet wordt aan lid 1 het volgende toegevoegd:

"Wanneer de specialisatie betrekking heeft op de uitvoering van de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject, wordt het advies van de sectorale commissie vervangen door een advies van de Raad voor cultureel en artistiek onderwijs."

In artikel 69 van hetzelfde decreet wordt aan lid 1 het volgende toegevoegd:

"Wanneer de specialisatie betrekking heeft op de uitvoering van de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject, wordt het advies van de sectorale commissie vervangen door een advies van de Raad voor cultureel en artistiek onderwijs."

In lid 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "In geval van uiteenlopende adviezen van het Adviescomité en de bevoegde sectorale adviescommissie" vervangen door de woorden "In geval van verschillen tussen enerzijds het advies van het Adviescomité en anderzijds het advies van de bevoegde sectorale adviescommissie of de Raad voor Cultureel en artistiek onderwijs".

Art. 38. In artikel 1 van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten wordt een 12° ingevoegd, luidend als volgt:

"12° Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject: de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook de strategieën, doelstellingen, het programma en het tijdschema bepaald in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek."

In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"In het verzoek om steun wordt aangegeven of het gaat om activiteiten die geheel of gedeeltelijk op een schoolpubliek zijn gericht."

In artikel 19 van hetzelfde decreet wordt lid 3 aangevuld met een 3° dat als volgt luidt:

"3° wanneer het gericht is op een schoolpubliek, de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 25 van hetzelfde decreet wordt lid 2 aangevuld met een 5° dat als volgt luidt:

"5° wanneer het gericht is op een schoolpubliek, de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 27 van hetzelfde decreet wordt lid 3 aangevuld met een 4° dat als volgt luidt:

"4° wanneer het gericht is op een schoolpubliek, de geschiktheid van het project met betrekking tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 31 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een overeenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject."

In artikel 32, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt aan punt 9° het volgende toegevoegd:

"In de aanvraag wordt aangegeven hoe de ontwikkelde activiteiten bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten."

In artikel 33 van hetzelfde decreet wordt lid 2 aangevuld met een 3° dat als volgt luidt:

"3° de geschiktheid van het project ten aanzien van de doelstellingen van het culturele en artistieke onderwijstraject en de strategieën en prioriteiten die in het PECA-actieplan zijn vastgesteld."

In artikel 35 van hetzelfde decreet wordt lid 3 aangevuld met een 5° dat als volgt luidt:

"5° de geschiktheid van het project ten aanzien van de doelstellingen van het culturele en artistieke onderwijstraject en de strategieën en prioriteiten die in het PECA-actieplan zijn vastgesteld."

In artikel 43 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Tenzij er sprake is van een uitzondering in verband met de bijzondere aard van de ontwikkelde activiteiten, houdt het voordeel van een programmaovereenkomst voor de begunstigde operator de verplichting in om bij te dragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

In artikel 44, paragraaf 2, van hetzelfde decreet wordt aan punt 9° toegevoegd:

“In de aanvraag wordt aangegeven hoe de ontwikkelde activiteiten bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject of, integendeel, waarom de operator meent dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld wegens de bijzondere aard van zijn activiteiten.

In artikel 45 van hetzelfde decreet wordt lid 2 aangevuld met een 5° dat als volgt luidt:

“5° de geschiktheid van het project ten aanzien van de doelstellingen van het culturele en artistieke onderwijstraject en de strategieën en prioriteiten die in het actieplan PECA zijn vastgesteld.”.

In artikel 47 van hetzelfde decreet wordt lid 3 aangevuld met een 5° dat als volgt luidt:

“5° de geschiktheid van het project ten aanzien van de doelstellingen van het culturele en artistieke onderwijstraject en de strategieën en prioriteiten die in het PECA-actieplan zijn vastgesteld.”.

Art. 39. Aan artikel 1 van het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap wordt een 8° toegevoegd, dat luidt als volgt:

“8° Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject: de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook de strategieën, doelstellingen, het programma en het tijdschema bepaald in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek.”.

In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aan paragraaf 1 een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

“Erkende musea dragen bij aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke educatietraject.”.

In artikel 11 van hetzelfde decreet wordt aan paragraaf 2 een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

“De erkende museumpolen dragen bij tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject en zijn in overeenstemming met de strategieën en prioriteiten die in het PECA-actieplan zijn vastgesteld.”.

HOOFDSTUK 3. — *Andere wijzigingsbepalingen*

Art. 40. In artikel 9, § 1, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de werkzaamheden van de leden van het onderwijzend personeel en tot verlening van meer organisatorische flexibiliteit aan de inrichtende machten, wordt een 16° ingevoegd, luidende als volgt:

“16° PECA-afgevaardigde belast met de coördinatie van het culturele en artistieke onderwijstraject.”.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 41. Het facultatieve karakter van de benoeming van de in artikel 1.4.5-15 van het Wetboek bedoelde PECA-afgevaardigden zal door de regering in de loop van het schooljaar 2025-2026 worden geëvalueerd.

Art. 42. Het decreet van 24 maart 2006 betreffende de uitvoering, de bevordering en de versterking van de samenwerking tussen cultuur en onderwijs wordt opgeheven.

De oproepen tot projecten die vóór de inwerkingtreding van dit artikel zijn gestart, alsmede de lopende activiteiten, blijven onderworpen aan de bepalingen van bovengenoemd decreet en de uit hoofde daarvan aangenomen bepalingen, totdat zij zijn afgerond.

Art. 43. De eerste leden van de Raad voor cultureel en artistiek onderwijs worden binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet benoemd.

Art. 44. De artikelen 21 tot en met 28 hebben uitwerking met ingang van 30 september 2020, met uitzondering van de indexeringsregeling, die voor het eerst in 2023 wordt toegepast.

In afwijking van artikel 1.4.5-16 van het Wetboek worden de eerste schoolreferenten benoemd voor een proefperiode van 3 jaar die eindigt op 30 september 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 13 oktober 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 439-1. - Commissieverslag, nr. 439-2. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 439-3. - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 439-4. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 439-5

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 12 oktober 2022